

Quelques sujets de réflexion

C u l t u r e g é n é r a l e

❖ Décembre 2019

Sujet unique : La crise au Nord du Mali : quelle en est la genèse, quels en sont les acteurs, les causes et les pistes de solution ?

❖ Décembre 2018

Sujet 1 : Que pensez-vous de l'idée selon laquelle, le citoyen est l'individu isolé de son groupe et soumis à la domination de l'Etat ?

Sujet 2 : La mendicité, dans la société malienne, a-t-elle des raisons seulement économiques ou répond-elle aussi à une demande socioculturelle ?

❖ Décembre 2017

Sujet 1 : L'Administration et le pouvoir politique.

Sujet 2 : Commentez cette idée du philosophe et historien Joseph Ernest Renan : « L'essentiel dans l'éducation, ce n'est pas la doctrine enseignée, c'est l'éveil ».

❖ Septembre 2013

Sujet 1 : Que pensez-vous de cette appréciation de l'écrivain et philosophe français Paul VALÉRY :

« Si l'Etat est fort, il nous écrase. S'il est faible, nous périssons »

Sujet 2 : Peut-on venir à bout d'une croyance par le raisonnement ?

❖ Octobre 2011

Sujet 1 : La morale a-t-elle sa place dans les rapports économiques ?

Sujet 2 : Commenter l'opinion ci-après de Benjamin CONSTANT (1767-1830)

« L'obéissance à la loi est un devoir, mais, comme tous les devoirs, il n'est pas absolu, il est relatif, il repose sur la supposition que la loi part d'une source légitime et se renferme dans ses justes bornes. Aucun devoir ne nous lierait envers des lois qui non seulement restreindraient nos libertés légitimes et s'opposeraient à des actions qu'elles n'auraient pas le droit

d'interdire, mais qui nous recommanderaient de contraires aux principes éternels de justice et de piété, que l'homme ne peut cesser d'observer sans démentir sa nature »

❖ **MAI 2010**

Sujet 1 : Ordre et liberté.

Sujet 2 : La 8ème Conférence Internationale contre la corruption, tenue en 1997, affirmait, entre autres, que la corruption :

- ✓ érode le principe moral de toute société ;
- ✓ viole les droits sociaux et économiques du pauvre et du vulnérable ;
- ✓ ébranle la démocratie ;
- ✓ subvertit les règles juridiques qui demeurent la base de toute société civilisée ;
- ✓ freine le développement.

Ces assertions vous paraissent-elles pertinentes s'agissant du Mali ?

Quels sont, selon vous, les facteurs déterminants dans le développement du phénomène de la corruption ?

Si vous étiez haut fonctionnaire, pensez-vous que vous pourriez jouer, à ce titre, un rôle important dans la lutte contre la corruption ?

Autres sujets de culture générale :

Autre sujet 01 : Corruption au Mali : caractéristiques et stratégies de lutte.

Autre sujet 02 : Le monopole de la violence légitime de l'Etat n'est pas tout le temps usité à bon escient. Qu'en pensez-vous.

Autre sujet 03 : L'état doit-il renoncer à son caractère laïc au profit de la religion dominante ?

E p r e u v e s t e c h n i q u e s

I. Les corps de l'administration économique et financière

1. Corps des Inspecteurs des Douanes

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 : L'importance des régimes douaniers dans la politique d'industrialisation au Mali.

Epreuve technique 2 : L'importance du tarif extérieur commun (TEC) sur les réalités économiques et sociales dans la zone UEMOA et au Mali en particulier.

❖ **Mai 2010**

Epreuve technique 1 : Le rôle de la Douane est-il simplement de collecter des ressources pour le trésor public ?

Epreuve technique 2 : Commentez l'assertion selon laquelle : « Les règles relatives au contentieux douanier sont spécifiques, notamment en ce qui concerne le statut des acteurs, la nature des contrôles, les litiges, les voies de résolution et les règles de compétences ».

2. Corps des Inspecteurs des Finances

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 : Compte tenu de l'état des finances publiques du Mali, l'équilibre budgétaire garde-t-il toute son importance ?

Epreuve technique 2 : Malgré la crise sécuritaire au Nord du Mali, le pays a connu des taux de croissance satisfaisants. Quelles sont les causes et les conséquences de la résilience de l'économie malienne ?

❖ **Décembre 2018**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Septembre 2013**

Epreuve technique 1 : Le rôle économique de l'Etat.

Epreuve technique 2 : Certains soutiennent que les financements extérieurs sont un frein au développement des pays pauvres.

Que pensez-vous de cette appréciation ?

❖ **Octobre 2011**

Epreuve technique 1 : Les grands principes budgétaires : fondements et limites

Epreuve technique 2 : Dans un article paru en septembre 2011 portant sur le phénomène controversé de vente des terres agricoles qui se développent en Afrique, il est écrit ce qui suit : « La Banque Mondiale estime que tout apport de capitaux extérieurs dans un pays souffrant d'un déficit d'épargne favorise son développement ; donc les investissements privés dans l'agriculture contribuent au développement national et à la lutte contre la pauvreté, exigence morale du XXIème siècle ». Qu'en pensez-vous ?

❖ CONCOURS PROFESSIONNEL 2011

Epreuve technique 1 : Les causes, mécanismes et conséquences de la modification de la loi de finances en cours d'exécution.

Epreuve technique 2 : Quelle est la portée de l'article ci-après de la loi du 4 novembre 1996 relative à la loi de finances : « Les crédits sont évaluatifs, provisionnels ou limitatifs et chaque catégorie fait l'objet de chapitre distincts. Un même chapitre peut être doté à la fois de crédits d'autorisation de programme et de crédits de paiement ».

❖ Mai 2010

Epreuve technique 1 : Rôles du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif en matière budgétaire.

Epreuve technique 2 : L'adage selon lequel : « **on ne peut être mieux contrôlé que par soi-même** » se vérifie-t-il dans la gestion des finances publiques en général et de celles du Mali en particulier ?

3. Corps des Inspecteurs des impôts

❖ Décembre 2019

Epreuve technique 1 : La fraude fiscale coûte très chère à l'économie malienne. Expliquez le phénomène puis dégagé les pistes de solutions pour la juguler.

Epreuve technique 2 : La fiscalité est un outil précieux entre les mains des autorités car elle permet de réguler l'activité économique. Faites des démonstrations au regard du système fiscal malien.

❖ Décembre 2018

Epreuve technique 1 : La transition fiscale au Mali : les avancées et les contraintes.

Epreuve technique 2 : Le régime fiscale applicable aux sociétés commerciales est-il

❖ Décembre 2017

Epreuve technique 1 : Fiscalité et exemption d'impôt au Mali.

Epreuve technique 2 : L'incivisme fiscal au Mali : Causes, manifestations, effets sur la mobilisation des ressources fiscales.

❖ **Septembre 2013**

Epreuve technique 1 : Le secteur informel et l'impôt au Mali.

Epreuve technique 2 : Impôts directs-impôts indirects : fondements, portée et limites.

❖ **Octobre 2011**

Epreuve technique 1 : Comparer l'impôt assis sur la consommation et l'impôt assis sur le revenu.

Epreuve technique 2 : Les droits du contribuable à l'égard de l'administration fiscale.

❖ **Mai 2010**

Epreuve technique 1 : La fiscalité est-elle un outil de politique budgétaire et un instrument de politique économique au Mali ?

Epreuve technique 2 : Commentez l'extrait ci-après d'un article de 2007 consacré à la fiscalité au Mali :

« En matière de fiscalité, l'Etat malien se trouve pris entre deux pressions.

D'une part, celle des opérateurs économiques qui se sentent écrasés par le poids des impôts et de l'autre celle des dispositions de l'UEMOA dont les critères de convergence fixent un taux minimum de pression fiscale que le Mali n'a pas encore atteint ».

4. Corps des Planificateurs

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 : Les défis moderne de la planification dans les Etats africains.

Epreuve technique 2 : La planification stratégique dans le secteur public au Mali.

❖ **Décembre 2018**

Epreuve technique 1 : Commentez cette idée de la géographe Renée Rochefort :

« On peut considérer l'aménagement du territoire à la fois comme une prise de conscience et comme une stratégie de l'Espace ».

Epreuve technique 2 : Expliquez et discutez la notion de dividende démographique, considérée aujourd'hui comme un facteur potentiel de croissance économique pour les pays en voie de développement.

❖ **Décembre 2017**

Epreuve technique 1 : Peut-on réellement planifier le développement dans un contexte de dépendance de ressources financières ?

Epreuve technique 2 : Planification territoriale et développement durable.

❖ **Septembre 2013**

Epreuve Technique 1 : La planification présente-t-elle un intérêt dans une économie ouverte ?

Epreuve Technique 2 : Quelles sont, selon vous, les conditions d'une gestion optimale de l'aide financière au Mali ?

❖ **Octobre 2011**

Epreuve Technique 1 : Quels sont selon vous, les facteurs explicatifs de l'échec de nombreux projets de développement dans l'atteintes des objectifs fixés ?

Quelles seraient, à votre avis, les mesures à mettre en œuvre en vue d'accroître les performances de ces projets ?

Epreuve Technique 2 : Commenter les passages ci-après de l'introduction au « Guide pour les réflexions prospectives en Afrique » :

« La réflexion prospective est une réflexion sur les avenir possibles d'une communauté humaine, une réflexion non pour prévoir l'avenir mais pour aider à construire un avenir qui va répondre aux aspirations de cette communauté, pour préparer les meilleures décisions qui auront plus de chance de construire aux futures souhaitées. C'est une réflexion difficile et le choix d'une méthode pour la guider est crucial ».

❖ **Mai 2010**

Epreuve Technique 1 : La planification dans un contexte de décentralisation.

Epreuve Technique 2 : Commentez cette analyse faite en 1962, en vous référant à l'évolution de l'Afrique en général et du Mali en particulier.

« Les pays sous-développés semblent contraints à une stagnation économique relative tant par leur appareil de production que par leurs structures sociales, politiques, voire religieuses. Dans trop d'entre eux cette stagnation se transforme en détérioration progressive au fur et à mesure que la croissance démographique dépasse, en rapidité, le rythme de la production.

Pour ces pays, planifier signifie avant tout choisir un ensemble cohérent d'objectifs et de moyens pour les réaliser, tel qu'un processus de croissance économique et sociale puisse être effectivement déclenché, au cours d'une période de temps déterminée. Ces choix dépendront à la fois de données de situation et d'un ordre de valeurs.

Les techniques de planification applicables aux économies prêtent au « décollage » différeront de celles que devront utiliser les pays aux stades antérieurs.

Toutefois, pur les unes comme pour les autres, l'objectif final reste, à moyen ou à long terme, la mise en route de ce processus de croissance, faute de quoi ces pays ne sauraient échapper à l'appauvrissement progressif et à la misère ».

5. Corps des Inspecteurs des Services Economiques

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 : La protection et le développement du tissu industriel national naissant constituent des objectifs majeurs de la politique d'industrialisation du Mali.

Comment concilier cet objectif avec le respect de nos engagements internationaux dans un contexte économique marqué par la compétition internationale ?

Epreuve technique 2 : Dites en quoi la politique du contrôle des prix des produits de première nécessité au Mali peut-elle s'accommoder avec les postulats de l'économie de marché ?

❖ **Décembre 2018**

Epreuve technique 1 : Le régime juridiques des actes de commerce au Mali a-t-il évolué par rapport au droit OHADA ?

Epreuve technique 2 : En quoi l'économie malienne peut-elle profiter des règles du commerce international ? Comment.

❖ **Septembre 2013**

Epreuve technique 1 : Théorie et pratique de la concurrence au Mali.

Epreuve technique 2 : Les relations commerciales internationales obéissent-elles aux lois du marché ?

❖ **Novembre 2011/Concours professionnel**

Epreuve technique 1 : Selon l'article 2 de l'acte uniforme relatif au droit commercial général : « **Sont commerçants ceux qui accomplissent des actes de commerce et en font leur profession habituelle** ». Commentez.

Epreuve technique 2 : A partir d'une analyse du phénomène, quels sont, selon vous, les axes de la politique que le gouvernement devrait adopter à l'égard du secteur dit informel, particulièrement le commerce dit informel.

❖ **Octobre 2011**

Epreuve technique 1 : La réglementation des prix vous paraît-elle une bonne mesure de politique économique ?

Quels sont les moyens dont disposent les pouvoirs publics au Mali pour agir sur les prix ?

Epreuve technique 2 : Quelles sont les principales caractéristiques des échanges commerciaux du Mali avec l'extérieur ?

Quelles mesures spécifiques proposez-vous pour accroître le volume des exportations du Mali ?

Mai 2010

Epreuve technique 1 : Environnement international et politiques économiques et commerciales du Mali.

Epreuve technique 2 : Commenter les observations ci-après formulées lors d'une rencontre internationale tenue sur le commerce en Afrique en 2006.

Les participants au séminaire ont fait remarquer que le commerce international peut être un moteur puissant de la croissance, du développement et de l'éradication de la pauvreté dans les pays africains. Le commerce international représente un pourcentage important du produit intérieur brut de l'Afrique, atteignant actuellement près de 40%. D'où la participation des pays africains dans un impressionnant d'accords africains d'intégration économique intrarégionale, l'effort à l'échelle du continent pour construire une communauté économique africaine sous l'égide de l'Union africaine, de l'OMC et des négociations de Doha, l'Accord de partenariat de Cotonou entre les pays ACP et l'UE et les négociations de partenariats économiques, les accords Euromed, le programme AGOA et, plus récemment, le lancement d'une initiative de partenariat avec la Chine.

Néanmoins, la participation des pays africains au commerce intra régionale et mondial demeure faible, ceci pour diverses raisons, dont des défauts de conception et d'application des accords commerciaux, une capacité d'offre et une compétitivité faibles et un manque d'infrastructures commerciales appropriées et de financements.

6. Corps des Inspecteurs du Trésor

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 : Au cours des dernières années, le Mali a fait recours régulièrement à l'emprunt public.

Appréciez la pertinence de cette logique dans le cadre des finances publiques actuelles du pays.

Epreuve technique 2 : Le rôle du comptable public dans la chaîne de dépenses.

❖ **Décembre 2018**

Epreuve technique 1 : Comptabilité privé, comptabilité publique : convergences et divergences.

Epreuve technique 2 :

❖ **Septembre 2013**

Epreuve technique 1 : Répondre aux deux questions suivantes :

1. Le principe d'annualité budgétaire a-t-il toujours sa raison d'être ?
2. Comment s'opère l'ajustement des ressources de l'Etat aux dépenses ?

Epreuve technique 2 : Les règles de la comptabilité publique sont-elles de nature à assurer la transparence et la régularité dans la gestion des finances publiques ?

❖ **Octobre 2011**

Epreuve technique 1 : Les comptes spéciaux du trésor : fondements et limites.

Epreuve technique 2 : On dit que le trésor public est un acteur majeur dans la régulation et la promotion de l'économie. Qu'en pensez-vous ?

❖ **Mai 2010**

Epreuve technique 1 : La séparation des ordonnateurs et des comptables est-elle pertinente dans le contexte d'une gestion moderne des finances publiques ?

Epreuve technique 2 : On dit que les services du trésor public sont à la fois caissier, comptable et financier de l'Etat. Commenter.

II. Les corps de l'administration générale

1. Corps des Administrateurs civils

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 : L'administration des territoires au Mali entre crise et renouveau.

Epreuve technique 2 : Légal accès des usagers de l'administration devant le service.

❖ **Décembre 2018**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Septembre 2013**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Octobre 2011**

Epreuve technique 1 : L'administration constitue-t-elle un pouvoir ?

Epreuve technique 2 : « Un service public est une activité d'intérêt général assurée par une personne publique sous un régime du droit public ».

Commentez cette assertion à partir d'une analyse des Services publics au Mali.

❖ **Mai 2010**

Epreuve technique 1 : Faut-il décentraliser le Mali ?

Epreuve technique 2 : Que pensez-vous de l'affirmation selon laquelle : « **La démocratie administrative une réalité au Mali** », en sachant que le concept de démocratie administrative renvoie à une situation dans laquelle se produit un changement qualitatif dans les rapports entre l'administration et les citoyens.

2. Corps des Conseillers des Affaires étrangères

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Décembre 2018**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Décembre 2017**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Septembre 2013**

Epreuve technique 1 : Au regard de ses objectifs et de son fonctionnement, l'Union Africaine vous paraît-elle être un instrument efficace de gestion des crises, d'intégration et de développement du continent ?

Epreuve technique 2 : La souveraineté dans les relations internationales.

❖ **Octobre 2011**

Epreuve technique 1 : Les migrations internationales et leurs incidences sur les relations internationales.

Epreuve technique 2 : Le droit d'ingérence vous paraît-il conciliable avec la souveraineté des États ?

❖ **Mai 2010**

Epreuve technique 1 : L'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale et ses conséquences sur les relations internationales.

Epreuve technique 2 : « L'enjeu fondamental du panafricanisme ou des États-Unis d'Afrique est d'intégrer économiquement, culturellement, socialement et enfin politiquement l'Afrique.

A l'heure de la mondialisation, au moment où le monde parle en termes de grands ensembles et même « de grand village planétaire », et où la notion d'État est complètement précarisée par rapport aux grands ensembles, l'Afrique ne peut plus s'offrir le luxe de prétendre au développement dans les micro entités, exiguës que sont nos États.

Le but ultime du panafricanisme ou des États-Unis d'Afrique est de lutter contre la balkanisation de l'Afrique avec une suppression des frontières issues de la colonisation afin d'arriver à une unité du continent, berceau de l'humanité ».

Commentez ce texte en faisant connaître votre point de vue sur la question de la création des États-Unis d'Afrique.

3. Corps des Administrateurs du Travail et de la Sécurité Sociale

❖ **Décembre 2019**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Décembre 2018**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Décembre 2017**

Epreuve technique 1 :

Epreuve technique 2 :

❖ **Octobre 2011**

Epreuve technique 1 : Les évolutions récentes de la protection sociale au Mali vous paraissent-elles de nature à renforcer la couverture sociale des travailleurs et à contribuer à la lutte contre la pauvreté ?

Epreuve technique 2 : cas pratique

La Société Mali TELECOM Services (MTS)- SA, opérateur majeur du secteur des télécommunications, est engagé dans un processus de modernisation de son outil de production pour tenir la rude concurrence qui caractérise le marché des télécommunications.

La Direction Générale a décidé parallèlement de promouvoir au sein de la société de bonnes pratiques de gestion des ressources humaines. Dans ce cadre elle a pris des actes qui ont été diversement appréciés.

Il vous est demandé de répondre, en les justifiant, aux questions ci-après :

1. La Direction Générale a passé des contrats qu'elle qualifie tout simplement de contrats de prestations de services, avec :

- Les ouvriers, techniciens et ingénieurs affectés à temps plein aux travaux de rénovation du réseau téléphonique, sous l'autorité, la direction et le contrôle des chefs de services techniques de la société ;
- Des auditeurs techniques externes pour assurer le contrôle de l'application des normes techniques de production ;
- Des commissaires aux comptes pour vérifier la sincérité et régularité des écritures comptables de la société.

Quelle est la nature de ces contrats ?

Quelles juridictions sont-elles compétentes pour connaître les différends qui naîtraient de leur exécution ?

❖ **Mai 2010**

Epreuve technique 1 : Droit du travail et politique de l'emploi au Mali.

Epreuve technique 2 : Commenter les articles 2 et 11 ci-après de la convention N°87 du 9 Juillet 1948 de l'organisation Internationale du Travail sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical en vous référant au cas du Mali.

« Article 2 : Les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces derniers.

Article 11 : Tout membre de l'organisation internationale du travail pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à prendre toutes mesures nécessaires et appropriées en vue d'assurer aux travailleurs et aux employeurs le libre exercice du droit syndical ».

Autres sujets des épreuves techniques

Sujet 1 : La transparence financière garantit les conditions de bonne exécution du budget d'Etat. Quels sont alors les principaux outils de cette transparence et leurs limites ?

Sujet 2 :

1. Le déficit budgétaire : Causes – Conséquences – Financement
2. Le rôle du receveur municipal dans la mobilisation des ressources communales.

Sujet 3 : L'impact de la mondialisation économique sur les finances publiques des pays africains : Enjeux et défis.

Sujet 4 : « L'intégration des économies africaines comme réponse à la mondialisation ».

Commentez.

Sujet 5 : Le rôle du contrôleur financier dans la gestion des finances publiques.

Sujet 6 : L'aide publique au développement (A.P.D) et son impact sur l'économie africaine : Cas du Mali.

Sujet 7 : Commentez et discutez l'affirmation suivante :

« Le meilleur système fiscal est celui qui procure le maximum de recette ».

Sujet 8 : En quoi l'émission des bons du Trésor peut être bénéfique pour une économie ?

Sujet 9 : David HUME écrivait : « **Ou la Nation détruira le crédit public ou le crédit public détruira la Nation car l'emprunt c'est l'encouragement à la prodigalité et à l'improductivité** ».

Commentez cette affirmation.

Sujet 10 : L'équilibre budgétaire doit-il être sacrifié au profit de l'équilibre économique dans la norme où il a été prouvé que la recherche de l'équilibre budgétaire à tout prix s'ajoute à la gravité de la dépression ?

Sujet 11 : « **Faite-moi de la bonne politique et je vous ferai de la bonne finance publique** » selon Louis BAROU.

Commenter cette affirmation.

Sujet 12 : Le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat.

Commentez.

Sujet 13 : Les contrôles de l'exécution du budget sont-ils gages d'efficacité de la gestion des finances publiques ?

Sujet 14 : UEMOA : Enjeux et défis sur les finances publiques.

Sujet 15 : Quels sont les moyens dont l'Etat dispose pour résorber le déficit budgétaire ?

Sujet 16 : En quoi la politique budgétaire peut-elle être un instrument efficace de relance économique ?

Sujet 17 : La séparation des ordonnateurs et des comptables publics permet-elle un contrôle efficace des finances publiques ? Et quelles sont les limites ?

Sujet 18 : La protection des consommateurs au Mali : mythe ou réalité.

Sujet 19 : Quel est l'apport d'une nouvelle licence dans le secteur des télécommunications dans les finances publiques ?

Sujet 20 : Forces et faiblesses du processus participatif dans l'élaboration et l'exécution des plans de développement régional et local.